



CHAPITRE 38

Loi de l'expropriation

[Sanctionnée le 6 juillet 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

TRIBUNAL DE L'EXPROPRIATION

CHAPITRE I

CONSTITUTION DU TRIBUNAL

Organisme institué.
Nom.

1. Un organisme, ci-après appelé « le tribunal », est institué sous le nom de « Tribunal de l'expropriation », en français, et de « Expropriation Tribunal », en anglais.

Sections.

2. Le tribunal est divisé en deux sections; celle de Québec a compétence dans les districts judiciaires pour lesquels les appels sont portés devant la Cour d'appel siégeant à Québec et celle de Montréal dans les districts pour lesquels ces appels sont portés à Montréal.

Composition.

3. Le tribunal est composé de dix membres nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont quatre pour la section de Québec et six pour la section de Montréal.

Nomination des membres.

Deux de ces membres pour la section de Québec et trois d'entre eux pour la section de Montréal sont nommés parmi les juges de la Cour provinciale. Un juge de l'une des sections est nommé à titre de président du tribunal et un autre à

CHAPTER 38

Expropriation Act

[Assented to 6th July 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

EXPROPRIATION TRIBUNAL

CHAPTER I

CONSTITUTION OF THE TRIBUNAL

1. A body, hereinafter called "the Body tribunal", is established under the name of "Expropriation Tribunal" in English and "Tribunal de l'expropriation" in French.

2. The tribunal shall be divided into two sections: that of Québec has jurisdiction in the judicial districts for which the appeals are brought before the Court of Appeal sitting at Québec and that of Montreal in the districts for which such appeals are brought at Montreal.

3. The tribunal shall consist of ten members appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council, including four for the Québec section and six for the Montreal section.

Two members for the Québec section and three for the Montreal section shall be appointed from among the judges of the Provincial Court. A judge of one section shall be appointed chairman of the tribunal and another, assistant chairman

titre de président adjoint pour cette section; un juge de l'autre section est nommé à titre de vice-président du tribunal et un autre à titre de vice-président adjoint pour cette section.

for that section; a judge of the other section shall be appointed vice-chairman of the tribunal and another, assistant vice-chairman for that section.

Droit de siéger. Un membre du tribunal peut siéger dans l'une ou l'autre des sections du tribunal.

A member of the tribunal may sit at either section of the tribunal. **Right to sit.**

Président et vice-président. 4. Le président et le vice-président du tribunal ont le même statut et ont droit aux mêmes traitements, pension et allocations que la loi attribue au juge en chef de la Cour provinciale et l'article 75 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) s'applique à eux *mutatis mutandis*.

4. The chairman and the vice-chairman of the tribunal shall have the same status and be entitled to the same salary, pension and allowances as are attributed by law to the Chief Judge of the Provincial Court and section 75 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) applies to them *mutatis mutandis*. **Chairman and vice-chairman.**

Traitements, etc. 5. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement, ou s'il y a lieu, les allocations des autres membres du tribunal.

5. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary, or if need be, the allowances of the other members of the tribunal. **Salary, etc.**

Fonctions continuées. 6. Les membres du tribunal restent en fonction, notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, à moins qu'ils ne cessent d'être juges.

6. The members of the tribunal shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced, unless they cease to be judges. **Continuance in office.**

Séances simultanées. 7. Le tribunal peut, aux fins des causes qui sont portées devant lui dans l'une ou l'autre de ses sections, siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres désignés par le président ou, suivant le cas, par le vice-président.

7. The tribunal may, for the purposes of the cases brought before it in either of its sections, sit simultaneously in several divisions consisting of at least two members designated by the chairman or, as the case may be, the vice-chairman. **Simultaneous sittings.**

Qualité du président. 8. Le président d'une division du tribunal doit être l'un des membres du tribunal qui est juge de la Cour provinciale.

8. The chairman of a division of the tribunal shall be one of the members of the tribunal who is a judge of the Provincial Court. **Qualification of chairman.**

Question de droit. 9. Toute question de droit est décidée par le président de la division du tribunal.

9. Every question of law shall be decided by the chairman of the division of the tribunal. **Question of law.**

Décision au cas de divergence. Lorsqu'il y a divergence entre les membres d'une division du tribunal dont les opinions se partagent également sur une question autre qu'une question de droit, celle-ci est tranchée par le président de la division.

When there is a difference of opinion among the members of a division of the tribunal whose opinions are equally divided on a question other than a question of law, it shall be decided by the chairman of the division. **Difference of opinion.**

Immunité. 10. Les membres du tribunal ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

10. The members of the tribunal cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions. **Immunity.**

Recours
prohibés.

11. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le tribunal ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

11. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the tribunal or its members acting in their official capacity.

Recourses
prohibited.Annula-
tion de
bref, etc.

12. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 10 ou de l'article 11.

12. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 10 or 11.

Annul-
ment of
writ, etc.Services
exclusifs.

13. Les membres du tribunal doivent s'occuper exclusivement du travail du tribunal et des devoirs de leur fonction.

13. The members of the tribunal shall devote their time exclusively to the work of the tribunal and the duties of their office.

Full-time
work.Récusa-
tion.

14. Un membre du tribunal peut être récusé comme un juge et de la même façon; les articles 234 à 242 du Code de procédure civile s'appliquent à la récusation, *mutatis mutandis*.

14. A member of the tribunal may be recused in the same manner as a judge; articles 234 to 242 of the Code of Civil Procedure apply to the recusation, *mutatis mutandis*.

Recusa-
tion.Surveil-
lance du
président.

15. Les membres du tribunal sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président ou, suivant le cas, du vice-président du tribunal pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement l'exercice des devoirs et pouvoirs des membres.

15. The members of the tribunal shall be subject to the supervision, orders, and control of the chairman or, as the case may be, the vice-chairman of the tribunal as regards the distribution of cases, holding of sittings and generally the exercise of the duties and powers of the members.

Supervi-
sion of
members.Rempla-
cement
tempo-
raire.

16. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou du vice-président, il est remplacé, suivant le cas, par le président adjoint ou le vice-président adjoint ou, si l'un d'eux est également absent ou incapable d'agir, par une personne nommée temporairement à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui détermine ses traitements, allocations ou honoraires.

16. If the chairman or vice-chairman is absent or unable to act, he shall be replaced, as the case may be, by the assistant chairman or the assistant vice-chairman, or, if one of them is also absent or unable to act, by a person temporarily appointed for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council, who shall determine his salary, allowances or fees.

Tempo-
rary
replace-
ment.Greffiers,
etc.

17. Les greffiers ainsi que les autres fonctionnaires et employés du tribunal sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

17. The clerks, officers and employees of the tribunal shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Clerks,
etc.

CHAPITRE II

POUVOIRS DU TRIBUNAL ET PROCÉDURE

Fonctions.

18. Le tribunal a pour fonction principale de fixer le montant des indemnités

CHAPTER II

POWERS OF THE TRIBUNAL
AND PROCEDURE

18. The principal function of the tribunal shall be to fix the amount of the

Function.

qui découlent de l'imposition des réserves pour fins publiques et de l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers.

indemnities arising from the establishment of reserves for public purposes and the expropriation of immovables or immoveable real rights.

Pouvoirs. Il exerce aussi les autres pouvoirs qui lui sont conférés par la loi.

The tribunal shall also exercise the other Powers. powers conferred upon it by law.

Ordonnances, etc.

19. Le tribunal a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et il peut notamment rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des intéressés. Il statue quant aux dépens dans toute affaire dont il est appelé à décider.

19. The tribunal shall have all the Orders, powers necessary to exercise its jurisdiction, etc. and it may in particular make any order it considers appropriate to safeguard the rights of interested parties. It shall determine the costs in every matter that it is called upon to decide.

Pouvoirs d'enquêteurs.

20. Le tribunal ainsi que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

20. The tribunal and each of its members shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11). Powers of investigation.

Règles de procédure et de pratique.

21. La majorité des membres du tribunal peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de procédure et de pratique applicables à la conduite de la procédure et à l'instruction des instances devant le tribunal. Ces règles peuvent être différentes suivant qu'elles s'appliquent à une section ou l'autre du tribunal.

21. A majority of the members of the tribunal may, at a meeting called for that purpose by the chairman, make by order the rules of procedure and practice applicable to proceedings and hearing of cases before the tribunal. Such rules may be different as they apply to one section or other of the tribunal. Rules of procedure and practice.

Approbation et entrée en vigueur.

Toute ordonnance adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle est ainsi approuvée, elle entre en vigueur dix jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Every order adopted under this section must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and, if so approved, shall come into force ten days after the date of publication in the *Québec Official Gazette*. Approval and coming into force.

Prescription d'acte, etc.

22. En l'absence d'une disposition applicable à un cas particulier, le tribunal peut, dans toute affaire qui lui est soumise, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être par les règles de pratique et avec le même effet.

22. In the absence of a provision applicable to a particular case, the tribunal may, in any matter submitted to it, prescribe any act or formality which may be prescribed by the rules of practice and with the same effect. Prescribing act, etc.

Enquête et audition.

23. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

23. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and state his arguments. Proof and hearing.

Témoins.

24. Toute personne qui témoigne devant le tribunal a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

24. Every person who testifies before the tribunal shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure apply to such person, *mutatis mutandis*. Witnesses.

Huissiers
d'office.

25. Les huissiers de la Cour supérieure sont d'office huissiers du tribunal et peuvent faire rapport, sous leur serment d'office, des significations faites par eux.

25. The bailiffs of the Superior Court shall be bailiffs *ex officio* of the tribunal and may make returns, under their oath of office, of the services made by them.

Homologation
d'ordonnance.

26. Lorsque la présente loi prévoit l'homologation d'une ordonnance du tribunal par la Cour supérieure, cette homologation s'obtient sur requête sommaire dont avis doit avoir été donné conformément aux règles de pratique de la Cour supérieure et sur dépôt d'une copie dûment certifiée de l'ordonnance au greffe de la Cour.

26. When this act provides for homologation of an order of the tribunal by the Superior Court, such homologation shall be obtained upon summary motion a notice of which must have been given in accordance with the rules of practice of the Superior Court and on deposit of a duly certified copy of the order in the office of the Court.

Contestation
prohibée.

27. Nulle contestation ne peut être engagée sur une demande d'homologation.

27. A motion for homologation shall not be contested.

Exécution
de l'ordonnance.

28. L'ordonnance devient, après telle homologation, exécutoire comme tout autre jugement de la Cour supérieure.

28. The order shall become, after such homologation, executory in the same manner as any other judgment of the Superior Court.

Jurisdiction
des juges.

29. Durant les vacances judiciaires ou hors du terme, un juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la Cour aux fins de toute demande d'homologation.

29. During judicial vacation or out of term, a judge of the Superior Court has the same jurisdiction as the Court for every motion for homologation.

Appel.

30. Il n'y a aucun appel du jugement prononçant l'homologation, mais l'ordonnance homologuée est susceptible d'appel dans les cas prévus à l'article 31.

30. No appeal may lie from the judgment pronouncing homologation, but the homologated order may be appealed from in the cases contemplated in section 31.

Ordonnance
susceptible
d'appel.

31. L'ordonnance homologuée du tribunal est susceptible d'appel, s'il s'agit d'une ordonnance fixant l'indemnité définitive d'expropriation ou l'indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve pour fins publiques et si les dépositions devant le tribunal ont été prises en sténographie.

31. The homologated order of the tribunal may be appealed from in the case of an order fixing the final expropriation indemnity or the indemnity payable from the establishment of a reserve for public purposes and if the depositions before the court have been taken by stenography.

Appellants,
etc.

L'appel peut être interjeté par l'exproprié, le propriétaire de l'immeuble ou le titulaire du droit exproprié, lorsque l'indemnité qui lui est accordée est d'au moins mille dollars inférieure à celle qu'il avait réclamée, et par l'expropriant ou celui qui a imposé la réserve, lorsque l'indemnité excède d'au moins mille dollars le montant qu'il avait offert.

The appeal may be brought by the expropriated party, the owner of the immoveable or the holder of the expropriated right when the indemnity awarded to him is at least one thousand dollars less than that claimed by him, and by the expropriating party or person who established the reserve, when the indemnity is at least one thousand dollars more than his offer.

Question
de droit
et de compétence.

Elle est aussi susceptible d'appel sur toute question de droit ou de compétence, bien que le montant de l'indemnité n'atteigne pas mille dollars au-delà de l'offre,

It may also be appealed from on any question of law or jurisdiction, even when the amount of the indemnity is less than one thousand dollars more than the offer

ou mille dollars en-deçà de la réclamation, ainsi que sur toute autre question de la juridiction du tribunal, avec la permission de deux juges de la Cour d'appel, lorsque suivant l'opinion de ces juges, la question en jeu en est une qui devrait être soumise à la Cour d'appel.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les articles 491 à 525 du Code de procédure civile, s'appliquent *mutatis mutandis* à un appel prévu par la présente loi.

Contra-
ventions
et peines.

32. Toute contravention à une ordonnance du tribunal dûment signifiée entraîne les peines prévues à l'article 761 du Code de procédure civile, sauf s'il s'agit d'une ordonnance qui doit, en vertu de la présente loi, être homologuée par la Cour supérieure.

Règle-
ments sur
honorai-
res, etc.

33. Le lieutenant-gouverneur en conseil, par règlement, statue sur les droits, honoraires et dépens qui peuvent être exigés ou accordés dans les affaires qui sont de la compétence du tribunal.

Entrée en
vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur dix jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure à celle de cette publication qui y est fixée.

or one thousand dollars less than the indemnity claimed, and on any other matter of the tribunal's jurisdiction, with leave of two judges of the Court of Appeal when, in the opinion of such judges, the question in dispute is one which should be submitted to the Court of Appeal.

Articles 491 to 525 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis* to an appeal contemplated by this act.

32. Every contravention of an order of the tribunal duly served entails the penalties provided in article 761 of the Code of Civil Procedure, except in the case of an order which must, under this act, be homologated by the Superior Court.

33. The Lieutenant-Governor in Council shall, by regulation, establish the duties, fees or expenses which may be exacted or granted for matters within the jurisdiction of the tribunal.

Every regulation made under this section shall come into force ten days after the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any date later than that of publication fixed therein.

TITRE II

L'EXPROPRIATION

CHAPITRE I

PROCÉDURE D'EXPROPRIATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Applica-
tion du
titre.

34. Le présent titre régit toutes les expropriations permises par les lois du Québec et prévaut sur les dispositions inconciliables de toute loi générale ou spéciale.

Autori-
sation.

35. Toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le lieutenant-gouverneur en conseil aux conditions qu'il détermine.

Idem.

Nulle autre autorisation n'est requise, nonobstant toute loi.

TITLE II

EXPROPRIATION

CHAPTER I

EXPROPRIATION PROCEDURE

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

34. This title applies to all expropriations authorized by the laws of the province of Québec and prevails over the inconsistent provisions of any general law or special act.

35. Every expropriation must be decided or, as the case may be, previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council on the conditions he determines.

No other authorization shall be required, notwithstanding any law.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à une municipalité ou à une commission scolaire.

This section does not apply to a municipality or school board.

Exception.

Municipalité et commission scolaire.

36. Aux fins de l'article 35, une municipalité comprend une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ainsi que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais et une commission scolaire comprend une commission régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal et toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique.

36. For the purposes of section 35, a municipality includes a municipal corporation, by whatever law governed, the Montreal Urban Community, the Québec Urban Community and the Outaouais Regional Community, and a school board includes a regional school board, a protestant central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Québec, the Québec Catholic School Commission, the Montreal Catholic School Commission and all school boards governed by the Education Act.

What municipality and school board include.

Biens meubles.

37. L'expropriation peut porter sur des biens meubles lorsqu'ils sont des accessoires de l'immeuble à exproprier.

37. Expropriation may relate to moveable property accessory to the immovable to be expropriated.

Moveable property.

SECTION II

L'INSTANCE D'EXPROPRIATION

Contenu de l'avis d'expropriation.

38. L'expropriation s'effectue en faisant signifier un avis au propriétaire de l'immeuble ou au titulaire du droit réel immobilier à exproprier et, le cas échéant, au locataire en vertu d'un bail enregistré, contenant:

- a) la mention du numéro des lots sur lesquels les droits sont acquis par expropriation;
- b) un énoncé précis des fins de l'expropriation;
- c) une notification à l'effet que l'exproprié a trente jours pour contester le droit à l'expropriation;
- d) une demande à l'exproprié de déclarer à l'expropriant, dans les quinze jours de la réception de l'avis, les noms et adresses de tous les locataires titulaires de baux non enregistrés ou occupants de bonne foi.

Autre mode de signification.

39. Si l'expropriant ne peut, au moyen des inscriptions dans les registres du bureau d'enregistrement ou autrement, établir l'identité des personnes à qui l'avis doit être donné, il peut demander à un

DIVISION II

EXPROPRIATION PROCEEDINGS

38. Expropriation is made by serving a notice upon the owner of the immovable or the holder of the immovable real right to be expropriated and, if necessary, upon the lessee under a registered lease, containing:

- (a) an indication of the numbers of the lots to which rights are acquired by expropriation;
- (b) a precise statement of the purposes for expropriation;
- (c) a notification that the expropriated party has thirty days to contest the right to expropriate;
- (d) a request that the expropriated party inform the expropriating party, within fifteen days from the notice, of the names and addresses of all lessees whose leases are not registered or of occupants in good faith.

Service of notice of expropriation.

39. If the expropriating party cannot, from the entries in the registers in the registry office or otherwise, determine the identity of the persons to whom notice should be given, he may ask a member of

Other mode of notification.

membre du tribunal qui est un juge de prescrire un mode de notification autre que celui prévu à l'article 38.

the tribunal who is a judge to prescribe a mode of notification other than that contemplated in section 38.

Délai d'enregistrement de l'avis et documents.

40. Avant l'expiration des quinze jours qui suivent la signification de l'avis prévu à l'article 38, l'expropriant doit le faire enregistrer, par dépôt, au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel à exproprier, accompagné:

a) d'un plan et d'une description de l'immeuble ou du droit réel à exproprier, signé par un arpenteur; ou

b) d'un plan général signé par un arpenteur, s'il y a plus d'un immeuble à exproprier; et

c) d'une copie authentique de l'autorisation du lieutenant-gouverneur, quand elle est requise.

40. Before the expiry of fifteen days following service of the notice provided for in section 38, the expropriating party must register such notice, by deposit in the registry office of the registration division where the immovable or real right to be expropriated is situated, accompanied by:

(a) a plan and a description of the immovable or real right to be expropriated, signed by a land surveyor; or

(b) a general plan signed by a land surveyor if there is also an immovable to expropriate; and

(c) when the authorization of the Lieutenant-Governor in Council is required, an authentic copy of such authorization.

Delay to register notice.

Production de l'avis et de copie du plan, etc.

41. L'avis ainsi qu'une copie du plan et de la description, ou du plan général s'il s'agit de plusieurs immeubles, doivent être produits dans les quinze jours de leur enregistrement au greffe de la section du tribunal ayant compétence. À défaut de cette production tout intéressé peut requérir la radiation de l'enregistrement de l'avis prévu à l'article 38.

41. The notice and a copy of the plan and description, or general plan if there are several immovables, must be filed within fifteen days of their registration in the office of the section of the tribunal having jurisdiction. Failing such filing any interested party may request the cancellation of the registration of the notice provided for in section 38.

Filing of notice and copy of plan, etc.

Comparution de l'exproprié.

42. L'exproprié doit, dans les quinze jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu à l'article 38, comparaître devant le tribunal. Il doit aussi, dans le même délai, indiquer à l'expropriant, par écrit, les noms et adresses des locataires dont les baux ne sont pas enregistrés, la nature, la date, la durée et le prix de chaque bail, ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux.

42. The expropriated party must, within fifteen days following the date of service of the notice provided for in section 38, appear before the tribunal. He must also within the same delay indicate in writing to the expropriating party, the names and addresses of the lessees whose leases are not registered, the nature, date, term and amount of each lease and the names and addresses of occupants in good faith and the conditions on which they occupy the premises.

Appearance of expropriated party.

Requête en contestation du droit à l'expropriation.

43. L'exproprié peut, dans les trente jours qui suivent la date de signification de l'avis prévu à l'article 38, contester le droit de l'expropriant à l'expropriation, au moyen d'une requête à la Cour supérieure du district où sont situés les biens à exproprier; cette requête doit être signifiée à l'expropriant aussi bien qu'au tribunal.

43. The expropriated party may, within thirty days following the date of the service of the notice contemplated in section 38, contest the right of the expropriating party to expropriate by motion to the Superior Court of the district in which the immovables to be expropriated are situated; such motion must be served on the expropriating party and the tribunal.

Motion for contesting right of expropriation.

Avis aux locataires.

44. L'expropriant doit, dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle il a

44. The expropriating party must, within fifteen days following the date on

Notices to lessees.

reçu les renseignements visés à l'article 42, notifier tous les locataires titulaires de baux non enregistrés ainsi que les occupants de bonne foi de l'existence des procédures en expropriation portant sur l'immeuble qu'ils occupent et les aviser d'avoir à comparaître devant le tribunal dans les quinze jours de cette notification.

which he received the information contemplated in section 42, notify all lessees having unregistered leases and occupants in good faith of the existence of expropriation proceedings relating to the immoveable they occupy and inform them that they must appear before the tribunal within fifteen days following such notification.

Production du montant de l'offre ou de la réclamation.

45. L'expropriant, l'exproprié ainsi que les locataires et occupants de bonne foi peuvent, à toute époque avant que n'expire le délai accordé à l'exproprié pour contester le droit à l'expropriation ou la date du rejet de la contestation, et doivent, dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai, produire au dossier une déclaration indiquant en détail le montant que l'un offre et l'autre réclame, suivant le cas; à défaut par eux de produire cette déclaration dans ce délai de trente jours, l'autre partie peut procéder *ex parte*.

45. The expropriating party, expropriated party, lessee or occupant in good faith may, at any time before expiry of the delay granted to the expropriated party to contest the right to expropriate or the date on which the contestation has been dismissed, and must, within thirty days after expiry of such delay, file in the record a declaration setting forth in detail the amount he offers or claims, as the case may be; if he fails to file the declaration within the thirty days delay, the other party may proceed *ex parte*.

Filing declaration of offer or claim.

Date de l'instruction. Conférence sur moyens de conciliation, etc.

46. Le tribunal fixe la date de l'instruction et en donne avis aux parties.

Après que la date de l'instruction a été fixée, le tribunal peut, s'il le croit utile ou s'il en est requis, convoquer les parties avec leurs procureurs pour conférer avec lui ou avec l'un de ses membres ou officiers sur les moyens propres à concilier leurs points de vue ou, le cas échéant, sur l'opportunité de définir les points véritablement en litige, d'admettre des faits ou documents ou d'amender les actes de procédure.

46. The tribunal shall fix the date of the trial and give notice of it to the parties.

After the date of trial is fixed, the tribunal may, if it believes it useful or if it is so requested, invite the parties with their attorneys to discuss with it or any of its members or officers appropriate means to reconcile their points of view or, if need be, the advisability of amending the pleadings, of defining the questions really in dispute and of admitting a fact or document.

Date of trial.

Discussing means of reconciliation, etc.

Procès-verbal des ententes et décisions.

Les ententes et décisions prises à une telle conférence sont rapportées dans un procès-verbal signé par les parties, leurs procureurs et l'un des membres du tribunal; elles gouvernent pour autant l'instruction devant le tribunal, à moins que celui-ci ne permette d'y déroger pour prévenir une injustice.

The agreements and decisions made at such conference shall be recorded in minutes signed by the parties, their attorneys and one of the members of the tribunal; as far as they go, they shall govern the hearing before the tribunal, unless it permits a derogation therefrom to prevent an injustice.

Minutes of agreements, etc.

Procédure d'instruction.

47. La procédure d'instruction est déterminée, sous réserve de la présente loi, par les règles de pratique du tribunal, et les dépositions sont enregistrées suivant le Code de procédure civile si une partie le demande.

47. The procedure at trial shall be determined, subject to this act, by the rules of practice of the tribunal, and the depositions shall be recorded in accordance with the Code of Civil Procedure if one of the parties so requires.

Procedure at trial.

Règles de la preuve.

Les règles de la preuve sont celles suivies à la Cour supérieure, sous réserve de la présente loi.

The rules of evidence shall be those followed in the Superior Court, subject to this act.

Rules of evidence.

Fardeau
de la
preuve.

L'expropriant a le fardeau de la preuve en tout ce qui concerne la partie de l'indemnité afférente à la valeur de l'immeuble ou du droit réel exproprié. L'exproprié a le fardeau de la preuve s'il s'agit d'une entreprise, d'un fonds de commerce ou d'un fonds industriel ainsi qu'en ce qui concerne toute partie de l'indemnité autre que celle afférente à la valeur de l'immeuble ou du droit réel exproprié.

The burden of proof shall be upon the expropriating party as regards the part of the indemnity relating to the value of the immovable or real right expropriated. The burden of proof shall be upon the expropriated party in the case of an enterprise, a business or industrial concern and as regards any part of the indemnity other than that relating to the value of the immovable or expropriated real right.

Burden
of proof.

Prise de
possession.

48. L'expropriant peut, à toute époque après la production de son offre, prendre possession des biens expropriés si :

a) un délai de trois mois s'est écoulé depuis la signification à l'exproprié de l'avis d'expropriation ou, dans le cas de l'expropriation d'un démembrement du droit de propriété, un mois;

b) il a versé à l'exproprié ou pour son compte, conformément au paragraphe b de l'article 52, une indemnité provisionnelle dont le montant doit être au moins égal à soixante-dix pour cent de l'offre de l'expropriant visée à l'article 45 ou, suivant le montant le plus élevé, à soixante-dix pour cent de l'évaluation municipale de l'immeuble exproprié ou, dans le cas d'une expropriation portant sur une partie seulement d'un immeuble, à la partie correspondante de cette évaluation.

Démembrement
du droit
de propriété.

Dans le cas d'un démembrement du droit de propriété, l'indemnité provisionnelle doit être au moins égale à soixante-dix pour cent de l'offre.

Contestation
du droit de
l'expropriant.

L'exproprié peut contester le droit de l'expropriant de prendre possession des biens expropriés, si l'expropriant n'a pas rempli les conditions prévues aux alinéas précédents, par requête sommaire adressée à un juge de la Cour supérieure et signifiée à l'expropriant avant l'expiration des quinze jours qui suivent la date à laquelle l'expropriant l'a notifié qu'il entendait prendre possession.

Requête
pour
proroger
le délai
de prise
de possession.

49. Le délai de prise de possession prévu au premier alinéa de l'article 48 peut être prorogé par un juge de la Cour supérieure, sur requête, pour des motifs graves et s'il n'y a pas pour l'expropriant une urgence de telle nature que tout retard à la prise de possession entraînerait

48. The expropriating party may, at any time after filing his offer, take possession of the expropriated property if :

Taking
possession.

(a) a delay of three months has elapsed from the service of the notice of expropriation on the expropriated party, or one month in the case of a fragmentation of the right of ownership;

(b) he has paid the expropriated party or on his behalf, in accordance with paragraph b of section 52, a provisional indemnity whose amount must be at least equal to seventy per cent of the expropriating party's offer under section 45 or seventy per cent of the municipal assessment of the expropriated immovable, whichever is greater, or, in the case of the expropriation of only part of an immovable, to the corresponding part of such assessment.

In the case of a fragmentation of the right of ownership, the provisional indemnity must equal at least seventy per cent of the offer.

Fragmentation
of ownership.

The expropriated party may contest the expropriating party's right to take possession of the expropriated property, if the expropriating party has not fulfilled the conditions prescribed in the preceding paragraphs by a summary motion to a judge of the Superior Court served on the expropriating party before the expiry of fifteen days following the date on which the expropriating party notified him of his intention to take possession.

Contesting
right to
take possession.

49. The delay for taking possession provided in the first paragraph of section 48 may be extended by a judge of the Superior Court, on motion, for serious reasons and if there is not for the expropriating party any urgency of such nature that any delay in taking possession would

Motion
for extending
taking possession.

un préjudice considérable. Ce délai additionnel ne peut excéder neuf mois.

Requête pour prise de possession au cas d'urgence.

Le juge peut également, sur requête, autoriser la prise de possession par l'expropriant avant l'expiration du délai prévu au paragraphe *a* de l'article 48 s'il y a pour l'expropriant une urgence telle que tout retard à la prise de possession entraînerait un préjudice considérable, si l'exproprié n'en souffre pas un préjudice irréparable, et si les autres conditions prévues au paragraphe *b* de l'article 48 sont remplies.

entail considerable prejudice. Such additional delay shall not exceed nine months.

The judge may also, on motion, authorize the expropriating party to take possession before the expiry of the delay provided by subparagraph *a* of section 48 if there is for the expropriating party any urgency of such nature that any delay in taking possession would entail considerable prejudice, if the expropriated party does not suffer irreparable prejudice thereby, and if the other conditions prescribed by subparagraph *b* of section 48 are fulfilled.

Motion for taking possession in case of urgency.

Indemnité aux locataires.

50. Dans le cas de locataires ou d'occupants de bonne foi, l'indemnité provisionnelle comprend une indemnité forfaitaire équivalant à trois mois de loyer.

Indemnité pour exploitation agricole, etc.

L'indemnité provisionnelle, dans le cas de l'expropriation d'une exploitation agricole, d'un commerce ou d'une industrie, est fixée sommairement par le tribunal, sur requête qui peut être présentée par l'expropriant ou par l'exproprié et qui doit être entendue d'urgence.

50. In the case of lessees or occupants in good faith, the provisional indemnity shall include a lump sum indemnity equivalent to three month's rent.

Provisional indemnity.

In the case of expropriation of an agricultural exploitation, business or industrial concern, the provisional indemnity shall summarily be fixed by the tribunal, on a motion by the expropriating party or the expropriated party and must be heard by preference.

Id., for agricultural exploitation, etc.

Effet d'inobservation de règle.

51. À moins d'une disposition contraire, l'inobservation d'une règle de procédure en matière d'expropriation ne peut en affecter le sort que s'il n'y a pas été remédié alors qu'il était possible de le faire.

51. Unless otherwise provided, failure to comply with any rule of procedure respecting expropriation affects the issue thereof only if it was not remedied when it was possible to do so.

Effect of non-compliance.

SECTION III

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Documents à enregistrer.

52. L'expropriant devient propriétaire du bien exproprié par l'enregistrement au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou droit réel exproprié:

a) d'une copie du jugement homologuant la sentence du tribunal;

b) des pièces qui établissent que le montant de l'indemnité a été payé, légalement offert, ou déposé soit au bureau du ministre des finances conformément à l'article 68 de la Loi des dépôts et consignations (Statuts refondus, 1964, chapitre 64), soit au greffe de la Cour supérieure, dans le cas visé par l'article 53 ou dans celui d'un exproprié qui n'a pas été retracé dans la province ou dont l'identité n'a pu être établie.

DIVISION III

TRANSFER OF TITLE

52. The expropriating party shall become owner of the expropriated property on registration in the registration office of the registration division where the expropriated immovable or real right is located:

Ownership upon registration.

(a) of a copy of the judgment homologating the order of the tribunal;

(b) of documents which establish that the amount of the indemnity has been paid, legally tendered, or deposited either in the office of the Minister of Finance in accordance with section 68 of the Deposit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 64), or in the office of the Superior Court, in the case contemplated in section 53 or in the case of an expropriated party who has not been found in the Province or whose identity has not been established.

Dépôt de l'indemnité si bien grevé de droits réels enregistrés.

53. Lorsque le bien exproprié est grevé de droits réels enregistrés, l'expropriant peut déposer au greffe de la Cour supérieure le montant de l'indemnité avec, en outre, les intérêts pour une année. Ces droits réels sont purgés par l'enregistrement du récépissé de ce dépôt; il en est de même des actions en résolution, en revendication, ou autres actions réelles qui sont transformées en un simple droit de créance contre l'exproprié.

Avis du dépôt aux secrétaires-trésoriers.

Le protonotaire doit sans délai donner avis de ce dépôt aux secrétaires-trésoriers des corporations municipale et scolaire dans le territoire desquelles se trouve le bien exproprié et, en outre, obtenir du registrateur le certificat prévu aux articles 703 à 707 du Code de procédure civile, dont il acquitte le coût à même le montant déposé.

Distribution du montant déposé.

Le montant déposé est distribué aux créanciers selon les règles prévues pour le cas d'une saisie-exécution immobilière, sans toutefois qu'il y ait collocation de frais de justice. La créance de l'exproprié est assimilée à celle du vendeur.

Désistement après autorisation.

54. L'expropriant peut, avec l'autorisation du tribunal, se désister totalement ou partiellement en tout temps avant paiement de l'indemnité provisionnelle d'expropriation. L'ordonnance du tribunal à cet effet doit être enregistrée, par dépôt, au bureau d'enregistrement où l'avis d'expropriation avait été enregistré. Sous réserve de l'enregistrement de cette ordonnance, le désistement rétroagit à la date de l'enregistrement de l'avis d'expropriation.

Désistement partiel.

Au cas de désistement partiel, le tribunal fixe le montant de l'indemnité auquel l'exproprié a droit en tenant compte du désistement et accorde des dommages, s'il y a lieu, pour la partie dont l'expropriant s'est désisté.

53. When the expropriated property is affected by registered real rights, the expropriating party may deposit in the office of the Superior Court the amount of the indemnity with, in addition, one year's interest. Such real rights shall be discharged by registration of the receipt for such deposit, as shall be actions in dissolution, in revendication and other real actions which shall be converted into mere claims against the expropriated party.

Deposit of indemnity in case of registered real rights.

The prothonotary shall forthwith give notice of such deposit to the secretary-treasurers of the municipal and school corporations within whose territory the expropriated property is situated and, moreover, shall procure from the registrar the certificate contemplated by articles 703 to 707 of the Code of Civil Procedure, paying the cost of it out of the amount deposited.

Notice of deposit to secretary-treasurers.

The amount deposited shall be distributed to the creditors according to the rules provided in the case of a seizure in execution of immoveable property without however any collocation of law costs. The claim of the expropriated party shall be assimilated to that of a vendor.

Distribution of amount deposited.

54. The expropriating party may, with the authorization of the tribunal, totally or partially discontinue his suit at any time before payment of the provisional indemnity of expropriation. The order of the tribunal to that effect must be registered by deposit in the registry office where the notice of expropriation had been registered. Subject to the registration of that order, the discontinuance is retroactive from the date of registration of the notice of expropriation.

Discontinuance of suit.

In the case of partial discontinuance, the tribunal shall fix the amount of the indemnity to which the expropriated party is entitled by taking the discontinuance into account and grant damages, if need be, for the portion of which the expropriating party has discontinued his suit.

Partial discontinuance.

SECTION IV

PRISE DE POSSESSION FORCÉE

Requête pour possession forcée.

55. À compter de la date à laquelle l'expropriant peut prendre possession du

DIVISION IV

FORCED TAKING OF POSSESSION

55. From the date on which the expropriating party may take possession

Motion for forced taking.

bien exproprié ou à compter de celle où il a procédé à l'enregistrement des documents visés à l'article 52, il peut, si l'exproprié refuse de lui donner possession immédiate, sur requête, obtenir d'un juge de la Cour supérieure le droit de prendre immédiatement possession du bien exproprié.

Signification, etc.

La requête doit être signifiée de la manière prescrite par le juge, à moins que celui-ci ne dispense de toute signification, et elle peut être contestée suivant les règles ordinaires. Le juge peut requérir toute preuve qu'il estime nécessaire.

Distribution de l'indemnité provisionnelle.

L'exproprié peut demander que le montant déposé à titre d'indemnité provisionnelle soit sans délai distribué conformément aux dispositions de l'article 53, sans préjudice de son droit de réclamer une indemnité plus élevée.

Possession à l'encontre du locataire.

L'expropriant peut, de la même manière, obtenir la possession à l'encontre du locataire qui, s'il a droit à une indemnité, peut retirer le montant offert, sans préjudice de son droit de réclamer une indemnité plus élevée.

Jugement exécutoire.

Le jugement est immédiatement exécutoire et est sans appel.

Bref de possession.

56. Au cas de résistance à la prise de possession, l'expropriant qui a obtenu d'un juge de la Cour supérieure le droit de prendre possession de l'immeuble, peut obtenir un bref de possession qui est exécutoire de la manière ordinaire.

Distrac-tion des frais.

Les frais encourus par l'expropriant pour se faire mettre en possession sont distraits de l'indemnité payable à l'exproprié.

of the expropriated property or that on which he has registered the documents contemplated by section 52, if the expropriated party refuses to give him immediate possession, he may, on motion, obtain from a judge of the Superior Court the right to take immediate possession of the property expropriated.

The motion must be served in the manner prescribed by the judge, unless he dispenses from service, and it may be contested in accordance with the general rules. The judge may require any evidence he considers necessary.

The expropriated party may request that the amount deposited as provisional indemnity be distributed immediately in accordance with section 53, without prejudice to his right to claim a greater indemnity.

The expropriating party may in the same manner obtain possession against a lessee who, if entitled to an indemnity, may withdraw the amount offered, without prejudice to his right to claim a greater indemnity.

The judgment shall be immediately executory and without appeal.

56. In case of resistance to the taking of possession, the expropriating party who has obtained the right to take possession of the immovable from a judge of the Superior Court may obtain a writ of possession executory in the usual manner.

Costs incurred by the expropriating party to be put in possession shall be deducted from the indemnity payable to the expropriated party.

CHAPITRE II

L'INDEMNITÉ

Fixation de l'indemnité.

57. L'indemnité est fixée d'après la valeur du bien exproprié et le montant des dommages qui résultent directement de l'expropriation.

Expropriation partielle d'une exploitation communale.

58. Lorsque, par suite de l'expropriation d'une partie seulement d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles contigus destinés ou servant à une exploitation communale, la partie qui reste acquiert une plus-value immédiate, celle-ci est com-

CHAPTER II

INDEMNITY

57. The indemnity shall be fixed according to the value of the property expropriated and the amount of damages resulting directly from the expropriation.

58. When, as a result of the expropriation of a part only of an immovable or of a group of adjacent immovables intended for or used as a joint undertaking, the remaining part acquires an immediate increased value, such increased value to

Service, etc.

Distribution of provisional indemnity.

Possession against a lessee.

Judgment executory.

Writ of possession.

Deduction of costs.

How indemnity fixed.

Partial expropriation of joint undertaking.

pensée, jusqu'à concurrence, avec les dommages que subit l'exproprié.

the extent thereof shall be offset against the damages sustained by the expropriated party.

Déplacement de construction sur terrain adjacent.

59. S'il appert qu'une construction sise sur un terrain qui fait l'objet de l'expropriation peut être déplacée avec avantage pour l'exproprié sur un autre terrain adjacent appartenant à l'exproprié et que ce déplacement aura pour effet de diminuer le coût de l'expropriation, le tribunal peut enjoindre à l'exproprié de transporter la construction à l'endroit que le tribunal détermine et dans le délai qu'il fixe.

59. When a structure situated on land which is the object of expropriation may be removed with advantage to the expropriated party to other adjacent land owned by the expropriated party and such removal will reduce the cost of the expropriation, the tribunal may order the expropriated party to remove the structure to the place it determines and within the delay it fixes.

Removal of structure to adjacent land.

Déplacement de constructions situées hors de l'emprise.

60. Si la construction située dans l'emprise expropriée a des dépendances situées hors de l'emprise, ou si elle constitue une dépendance d'un immeuble principal situé hors de l'emprise, ou si elle fait partie d'un ensemble de constructions conçues les unes par rapport aux autres en fonction d'une exploitation commune, le tribunal peut ordonner le déplacement des constructions situées hors de l'emprise sur un autre terrain appartenant à l'exproprié, pour permettre la réorganisation de l'ensemble constitué par lesdites constructions, si ce déplacement a pour effet de diminuer le coût de l'expropriation.

60. If the structure on the expropriated right of way has dependencies outside the right of way, if it is a dependency of a principal immovable outside the right of way, or if it forms part of a group of structures all designed to be a joint undertaking, the tribunal may order the removal of the structures situated outside the right of way to other land owned by the expropriated party, to enable the reorganization of the group formed by such structures, if such removal reduces the cost of the expropriation.

Id., for structure outside right of way to reduce cost.

Fixation de l'indemnité de déplacement.

61. Le tribunal fixe le montant de l'indemnité à laquelle l'exproprié a droit pour le déplacement visé à l'article 59 ou à l'article 60. La moitié de cette indemnité doit être versée à l'exproprié avant le déplacement et l'autre moitié immédiatement après.

61. The tribunal shall fix the amount of the indemnity to which the expropriated party is entitled for the removal contemplated in section 59 or 60. One-half of the indemnity must be paid to the expropriated party before the removal and the other half immediately afterwards.

Fixing indemnity for removal.

Révision.

Cette indemnité a un caractère provisionnel et elle peut être révisée, s'il y a lieu, lors du jugement ou règlement final.

Such indemnity is provisional and may be revised, if need be, at judgment or final settlement.

Revision.

Exécution par l'expropriant si l'exproprié n'effectue pas les travaux.

62. À défaut par l'exproprié de se conformer à l'ordonnance du tribunal rendue en vertu de l'article 59 ou de l'article 60, dans le délai imparti, l'expropriant peut lui-même faire exécuter les travaux de déplacement et faire placer la construction de l'exproprié à l'endroit déterminé par le tribunal; à cette fin, il peut recourir à la procédure d'exécution prévue aux articles 55 et 56.

62. If the expropriated party fails to comply with the order of the tribunal made under section 59 or 60 within the delay fixed, the expropriating party may himself have the work of removal done and have the structure of the expropriated party placed where the tribunal determines; for that purpose, he may have recourse to the procedure of execution provided in sections 55 and 56.

Forced removal upon failure to comply.

Restitution de partie de l'indemnité.

Lorsque l'expropriant a payé l'indemnité préalable de déplacement tout en étant, néanmoins, obligé de faire effectuer

When the expropriating party has paid the indemnity prior to removal while being, nevertheless, obliged to do the work

Remittance of part of indemnity.

lui-même les travaux de déplacement, le tribunal détermine la portion de l'indemnité d'expropriation qui doit être restituée par l'exproprié.

Indemnité de déplacement compensée avec le montant global.

Les sommes versées à titre d'indemnité de déplacement ainsi que les frais et dommages causés à celui qui a dû lui-même faire le déplacement se compensent de plein droit avec le montant global de l'indemnité d'expropriation revenant à l'exproprié, jusqu'à concurrence de ce montant.

Offre d'un autre immeuble au lieu de l'indemnité.

63. L'expropriant peut, lorsqu'il exproprie un bien, offrir à l'exproprié, afin de diminuer le coût total de l'expropriation et pour tenir lieu d'indemnité, en tout ou en partie, un autre immeuble lui appartenant et pouvant servir à rétablir la situation de l'exproprié. L'expropriant peut à cette fin, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, exproprier un immeuble adjacent.

Expropriation globale lorsque partie restante inutilisable.

64. Si la partie restante d'un immeuble, après expropriation d'une autre partie du même immeuble, n'est plus utilisable aux fins auxquelles elle pourrait normalement être utilisée, l'exproprié peut demander au tribunal d'ordonner l'expropriation de l'immeuble au complet. Il en est de même dans le cas d'une ferme si l'expropriation partielle compromet sérieusement son exploitation.

Indemnité au locataire, etc.

65. L'indemnité due au locataire ou occupant de bonne foi est fixée d'après les dommages qui lui résultent directement de l'expropriation, sous réserve des autres dispositions de la présente loi.

Indemnité forfaitaire pour locataire de résidence.

66. Dans le cas du locataire ou occupant qui occupe une résidence, l'indemnité est forfaitairement fixée à une somme égale à trois mois de loyer et aux frais de déménagement, à moins que le locataire ou occupant ne démontre que les dommages qu'il a subis s'élèvent à une somme supérieure.

Indemnité définitive.

67. Le tribunal fixe le montant de l'indemnité définitive et statue sur les dépens par une décision motivée, dont il

of removal himself, the tribunal shall determine the portion of the expropriation indemnity which must be remitted by the expropriated party.

The amounts paid as a removal indemnity and the costs and damages caused to the person who had to make the removal himself shall be offset by the sole operation of law against the total amount of the expropriation indemnity due to the expropriated party, to the extent of that amount.

Removal indemnity offset against total amount.

63. The expropriating party may, when expropriating a property, offer to the expropriated party, to reduce the total cost of the expropriation and in lieu of indemnity, in whole or in part, another immoveable owned by him and capable of being used to put the expropriated party in the same position as he was before the expropriation. The expropriating party may for that purpose, subject to the other provisions of this act, expropriate an adjacent immoveable.

Offer of another immoveable in lieu of indemnity.

64. If the remaining part of an immoveable, after expropriation of another part of the same immoveable, no longer can be used for the purposes for which it could normally be used, the expropriated party may request the tribunal to order expropriation of the whole immoveable. The same applies in the case of a farm if the partial expropriation seriously jeopardizes its operation.

Expropriation of whole when remainder cannot normally be used.

65. The indemnity due to a lessee or occupant in good faith shall be fixed according to the damage sustained by him as a direct result of the expropriation, subject to the other provisions of this act.

Fixing lessee's, etc., indemnity.

66. In the case of a lessee or occupant who occupies a residence, the indemnity shall be fixed as a lump sum equal to three months' rent and moving expenses, unless the lessee or occupant establishes that the damage he has sustained attains a greater amount.

Id., for lessee or occupant of residence.

67. The tribunal shall fix the amount of the final indemnity and adjudicate as to costs by a decision giving the reasons

Decision on final indemnity.

doit transmettre sans délai copie au proto-
notaire.

Indem-
nité addi-
tionnelle.

Il peut être ajouté au montant ainsi
accordé une indemnité calculée en appli-
quant à ce montant, à compter de la date
de la prise de possession du bien exproprié
ou à compter de la date du jugement ho-
mologuant la sentence, suivant la date la
plus ancienne, un pourcentage égal à l'ex-
cédent du taux d'intérêt fixé suivant l'ar-
ticle 28 de la Loi du ministère du revenu
(1972, chapitre 22) sur le taux légal d'in-
térêt.

Homolo-
gation.

La sentence est homologuée par la Cour
supérieure, à la demande de l'une ou
l'autre des parties.

therefor, and must send a copy forth-
with to the prothonotary.

There may be added to the amount so
awarded an indemnity computed by
applying to such amount, from the date of
taking possession of the expropriated prop-
erty or from the date of the judgment ho-
mologating the order, whichever is earlier,
a percentage equal to the excess of the
rate of interest fixed under section 28
of the Revenue Department Act (1972,
chapter 22) over the legal rate of interest.

Awarding
further
indem-
nity.

The order shall be homologated by the
Superior Court, at the request of either
party.

Homolo-
gation.

TITRE III

RÉSERVES POUR FINS PUBLIQUES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Construc-
tion, etc.,
prohibée
par
réserve.

68. La réserve prohibe, pendant sa
durée, toute construction, amélioration
ou addition sur l'immeuble qui en fait
l'objet, sauf les réparations. Si l'immeuble
est exproprié avant l'expiration de la
réserve, l'évaluation de l'indemnité doit
être établie en fonction de la date de l'ex-
propriation, mais sans tenir compte de la
plus-value qui est attribuable à l'imposi-
tion de la réserve, à l'expropriation ou à
l'exécution des travaux publics faisant
suite à l'expropriation.

Imposi-
tion de
servitude
de non-
accès, etc.

La réserve peut aussi avoir pour objet
l'imposition d'une servitude de non-accès
ou d'une autre servitude réelle. Dans ce
cas les dommages résultant de l'imposition
ultérieure de la servitude s'évaluent à la
date de l'imposition de la réserve.

Construc-
tions
ultérieu-
res
non consi-
dérées.

69. Il n'est pas tenu compte, dans la
fixation d'une indemnité de réserve ou
d'expropriation, des constructions, amé-
liorations ou additions faites après la date
d'imposition de la réserve jusqu'à son
expiration.

Domaine
public.

70. Aucune réserve ne peut être impo-
sée sur un immeuble faisant partie du
domaine public.

TITLE III

RESERVES FOR PUBLIC PURPOSES

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

68. A reserve shall prohibit, during
its term, any construction, improvement
or addition on the immovable affected
by it, except repairs. If the immovable is
expropriated before the expiry of the term,
the appraisal for indemnity must be estab-
lished according to the date of the expro-
priation, but without taking into account
the increased value attributable to the
establishment of the reserve, the expro-
priation or the carrying out of the public
works following the expropriation.

Construc-
tion, etc.,
prohibited
in reserve.

The object of the reserve may also be the
establishment of a servitude of prohibition
of access or other real servitude. The
value of the damages then resulting from
the subsequent establishment of the
servitude is appraised on the date of the
establishment of the reserve.

Servitude
of prohibi-
tion of
access

69. No account shall be taken, in the
fixing of an indemnity for a reserve or
expropriation, of the structures, improve-
ments or additions made from the date
of establishment of the reserve until its
expiry.

Struc-
tures, etc.,
not to be
consid-
ered.

70. No reserve may be established on
an immovable forming part of the public
domain.

Prohibi-
tion on
public
domain.

Fins spécifiées.	71. La réserve doit spécifier les fins pour lesquelles elle est imposée.	71. The reserve must specify the purposes for which it is established.	Purposes of reserve.
Durée de la réserve.	72. Une réserve pour fins publiques demeure en vigueur pour une période initiale de deux ans et, sur renouvellement, pour une période de deux autres années; elle demeure par la suite en vigueur, tant qu'elle n'est pas abandonnée ou annulée ou que le bien affecté n'est pas exproprié, pour une période indéterminée qui, jointe à la période initiale et, s'il y a lieu, à celle du renouvellement, ne peut excéder dix ans.	72. A reserve for public purposes shall remain in force for an initial term of two years and, on renewal, for a term of two more years; it shall then remain in force, as long as it is not abandoned or cancelled or the property affected is not expropriated, for an indefinite term which, in conjunction with the first term and, where such is the case, the renewal term, shall not exceed ten years.	Duration of reserve.
Formalités de renouvellement.	Les formalités et procédures qu'exige la présente loi pour l'imposition d'une réserve s'appliquent à son renouvellement.	The formalities and procedures required by this act for the establishment of a reserve shall apply to its renewal.	Formalities for renewal.
Demande d'acquiescer ou d'exclure le bien.	73. Le propriétaire du bien réservé peut, après deux ans de réserve ou, s'il y a eu renouvellement, après quatre ans de réserve, sommer celui qui l'a imposée d'acquiescer le bien ou de l'exclure de la réserve.	73. The owner of property reserved may, after a reserve of two years or, if there has been a renewal, after a reserve of four years, request the person who established it to acquire the property or exclude it from the reserve.	Request to acquire or exclude property reserved.
Requête en annulation de la réserve.	Celui qui a imposé la réserve doit, dans les quatre-vingt-dix jours de la sommation, soit exclure le bien de la réserve, soit l'acquiescer de gré à gré ou par expropriation. À défaut par lui de ce faire, le propriétaire du bien réservé peut faire annuler la réserve par un juge de la Cour supérieure, sur requête.	The person who established the reserve shall, within ninety days of the request, either exclude the property from the reserve or acquire it by agreement or expropriation. Upon his failure to do so the owner of the reserved property may on motion have the reserve cancelled by a judge of the Superior Court.	Motion to have the reserve cancelled.

CHAPITRE II

POUVOIRS D'IMPOSER DES RÉSERVES

Personnes autorisées.	74. Peut imposer une réserve sur un bien quiconque est autorisé par la loi à exproprier ce bien, dans la même mesure, aux mêmes fins et avec les mêmes autorisations.	74. Any person authorized by law to expropriate property may, to the same extent, establish a reserve on it, for the same purposes and with the same authorizations.	Power to establish reserves.
Cession du bénéfice d'une réserve.	75. Le bénéfice d'une réserve peut être cédé par son titulaire, à quiconque aurait le droit d'imposer lui-même cette réserve pour les mêmes fins. La cession doit être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil dans tous les cas où elle ne pourrait être imposée qu'avec cette autorisation.	75. The benefit of a reserve may be transferred by its holder to any person who would be entitled to establish such reserve for the same purposes himself. The transfer must be authorized by the Lieutenant-Governor in Council in all cases where it may be established only with such authorization.	Transfer of benefit of reserve.
Formalités.	Les formalités prévues par la loi pour la cession d'un droit immobilier s'appliquent à la cession d'une réserve.	The formalities provided by law for the transfer of an immoveable right apply to the transfer of a reserve.	Formalities.

Expropriation d'un bien réservé.

76. Un bien qui a été réservé ne peut être par la suite exproprié que par celui qui a imposé ou acquis la réserve, sauf si l'expropriant est Sa Majesté ou l'un de ses ministres.

76. Reserved property shall be subsequently expropriated only by the person who established or acquired the reserve, unless Her Majesty or one of her ministers is the expropriating party.

Expropriation of reserved property.

Délai de nouvelle réserve.

77. Un bien qui a été réservé pour fins publiques ne peut plus être à nouveau réservé avant que ne soit écoulée une période de deux ans à compter de l'expiration de la réserve précédente.

77. Property reserved for public purposes shall not again be reserved before a period of two years has elapsed from the expiry of the preceding reserve.

Delay to reserve again.

CHAPITRE III

PROCÉDURE D'IMPOSITION DES RÉSERVES

Imposition de la réserve.

78. La réserve pour fins publiques s'impose de la même façon que s'effectue l'expropriation, en appliquant *mutatis mutandis* les articles 38 à 44, sauf en ce qui a trait aux locataires détenteurs de baux non enregistrés et aux occupants.

78. A reserve for public purposes shall be established in the same manner as expropriation, by applying sections 38 to 44 *mutatis mutandis*, except for lessees having unregistered leases or occupants.

How established.

Requête en confirmation pour municipalité.

Dans le cas d'une municipalité visée à l'article 36 la réserve doit, avant son enregistrement, être confirmée par la Cour supérieure, sur requête à cette fin présentée au moins quinze jours après la publication d'un avis public à cette fin conformément aux lois régissant la municipalité. Une copie du jugement de confirmation doit être annexée à l'avis lors du dépôt au bureau d'enregistrement.

In the case of a municipality contemplated by section 36 a reserve must, before registration, be confirmed by the Superior Court, on a motion to that effect made at least fifteen days after publication of a public notice to that effect under the laws governing the municipality. A copy of the judgment of confirmation must be annexed to the notice on deposit in the registry office.

Motion for confirmation in case of municipality.

Effet à compter de l'enregistrement, etc.

La réserve imposée conformément au présent article a effet à compter de l'enregistrement de l'avis prévu à l'alinéa précédent ainsi que du plan et de la description ou du plan général, suivant le cas, et de l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'elle est requise.

A reserve established under this section shall have effect from the registration of the notice contemplated in the preceding paragraph, and of the plan and description or general plan, as the case may be, and of the authorization of the Lieutenant-Governor in Council where that is required.

Reserve effective upon registration, etc.

Contestation de la réserve.

79. Au cas de contestation portant sur la validité de la réserve, l'instance se poursuit et se termine de la même manière que l'instance d'expropriation.

79. In case of contestation on the validity of the reserve, the suit is continued and terminated in the same manner as an expropriation action.

Contestation of reserve.

Annulation.

Une réserve peut être annulée si l'organisme qui l'impose n'en a pas le pouvoir ou si la procédure prévue par la présente loi pour son imposition n'a pas été observée et qu'il n'y a pas été remédié.

A reserve may be cancelled if the body establishing it is not empowered to do so or if the procedure provided by this act to establish it was not followed and the defect not remedied.

Cancellation.

Jugement.

80. Le jugement maintenant ou annulant la réserve doit être enregistré par

80. The judgment maintaining or cancelling the reserve must be registered

Judgment.

dépôt au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel en faisant l'objet.

by deposit at the registry office of the division where the immovable or real right affected by it is situated.

CHAPITRE IV

CHAPTER IV

EXPIRATION DE LA RÉSERVE ET INDEMNITÉ

EXPIRY OF THE RESERVE AND INDEMNITY

Expira-
tion de la
réserve.

81. Toute réserve expire de plein droit à la fin de la période pour laquelle elle a été imposée, convertie ou prorogée, suivant le cas, à moins que le bien réservé ne soit exproprié avant la fin de cette période, auquel cas la réserve expire le lendemain de la date de l'expropriation.

81. Every reserve lapses by the sole operation of law at the end of the period for which it was established, converted or extended, as the case may be, unless the property reserved is expropriated before the end of such period, in which case the reserve lapses the day after the date of expropriation. Expiry of reserve.

Déclara-
tion d'ab-
andon.

82. Une réserve peut être abandonnée en tout ou en partie par celui qui l'a imposée. L'abandon d'une réserve se fait en faisant signifier une déclaration à cet effet au propriétaire et en déposant cette déclaration au bureau d'enregistrement, dans la division où est situé l'immeuble ou le droit réel faisant l'objet de la réserve ainsi qu'au greffe de la division du tribunal ayant compétence.

82. A reserve may be abandoned in whole or in part by the person who established it. The abandonment of a reserve is effected by having a declaration to that effect served on the owner and by depositing a declaration in the registry office, in the division where the immovable or real right subject to the reserve is situated and in the office of the division of the tribunal having jurisdiction. Declara-
tion of
abandon-
ment.

Procé-
dures de
radiation
d'enregis-
trement.

83. Il incombe à celui qui a imposé la réserve de poursuivre les procédures requises pour en faire radier l'enregistrement après son expiration. À défaut, le registrateur doit, à la demande de tout intéressé, en effectuer la radiation.

83. It shall be the duty of the person who established the reserve to continue the proceedings required to have the registration cancelled after its expiry. Failing that, the registrar must, at the request of any interested person, cancel it. Cancellat-
ion pro-
ceedings
to be con-
tinued.

Frais.

Les frais de radiation sont, dans tous les cas, à la charge de celui qui a imposé la réserve.

The costs of cancellation shall, in all cases, be charged to the person who established the reserve. Costs.

Calcul de
l'indem-
nité.

84. L'imposition d'une réserve donne lieu à une indemnité, qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par l'imposition de la réserve.

84. The establishment of a reserve allows indemnity which is computed according to the damage actually sustained and directly caused by the establishment of the reserve. How in-
demnity
computed.

Date de
fixation de
l'indem-
nité.

L'indemnité est fixée après que la réserve a été abandonnée ou annulée ou a expiré, ou dès que l'immeuble ou le droit réel est exproprié, sur requête du propriétaire au tribunal.

The indemnity is fixed after the reserve has been abandoned or cancelled or has expired, or as soon as the immovable or real right is expropriated, on motion by the owner to the tribunal. When in-
demn-
ity to be
fixed.

Montants
exclus.

L'indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve ne peut comprendre aucun montant à l'égard de l'utilisation que le propriétaire du bien réservé eût pu en faire n'eût été cette réserve.

The indemnity payable following the establishment of a reserve may not include an amount for the use which the owner of the reserved property could have made without such reserve. Amount
not
included.

Compé-
tence du
tribunal.

85. Le tribunal est seul compétent pour fixer les indemnités payables à la suite de l'imposition d'une réserve.

85. The tribunal alone shall be competent to fix the indemnities payable following the establishment of a reserve. Tribunal
alone
compe-
tent.

Règles
appli-
cables.

86. Les règles prévues par la présente loi pour la fixation d'une indemnité d'expropriation s'appliquent *mutatis mutandis* pour la fixation d'une indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve.

86. The rules provided by this act for fixing expropriation indemnities apply *mutatis mutandis* to the fixing of the indemnity payable following the establishment of a reserve. Rules to
to apply.

Ordon-
nance
fixant
l'indem-
nité au
proto-
notaire.

87. Toute ordonnance du tribunal fixant une indemnité à la suite de l'imposition d'une réserve doit être transmise par lui au protonotaire; elle est homologuée par la Cour supérieure, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

87. Every order of the tribunal fixing an indemnity following the establishment of a reserve must be sent by it to the prothonotary; it shall be homologated by the Superior Court at the request of either party. Order
fixing
indem-
nity to
protho-
notary.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

C.p.c.,
aa. 773-
797,
remp.

88. La présente loi remplace le chapitre troisième du titre deuxième du livre cinquième du Code de procédure civile, comprenant les articles 773 à 797.

88. This act replaces Chapter Three of Title Two of Book Five of the Code of Civil Procedure, comprising articles 773 to 797. C.C.P.,
aa. 773-
797,
replaced.

C.m., a.
52a, mod.

89. L'article 52a du Code municipal, édicté par l'article 3 du chapitre 88 des lois de 1929 et modifié par l'article 59 du chapitre 59 des lois de 1949 est de nouveau modifié:

89. Article 52a of the Municipal Code, enacted by section 3 of chapter 88 of the statutes of 1929 and amended by section 59 of chapter 59 of the statutes of 1949 is again amended: M.C., a.
52a, am.

a) en remplaçant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa les mots « à la Régie des services publics pour que cette dernière » par ce qui suit: « au Bureau de révision établi en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) pour que ce dernier »;

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the first paragraph by the following: "Board of Revision established under the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50)";

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « du Bureau »;

(b) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Bureau";

c) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du quatrième alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du Bureau de révision ».

(c) by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the fourth paragraph by the words "Board of Revision".

C.m., a.
407, mod.

90. L'article 407 dudit Code, modifié par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1923/1924, est de nouveau modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du second alinéa du paragraphe 4, les mots « à la Régie des services publics » par ce qui suit: « au directeur général de prévention des incendies nommé en vertu du chapitre 52 des lois de 1968 ».

90. Article 407 of the said Code, amended by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1923/1924, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line of the second paragraph of subsection 4 by the following: "Director General of Fire Prevention appointed under chapter 52 of the statutes of 1968". M.C., a.
407, am.

C.m., a.
408, mod.

91. Le paragraphe 1 de l'article 408 dudit Code, modifié par l'article 1 du cha-

91. Paragraph 1 of article 408 of the said Code, amended by section 1 of chap- M.C., a.
408, am.

pitre 69 des lois de 1926, l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1946 et l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1955/1956, est de nouveau modifié en retranchant le deuxième alinéa.

C.m., aa.
794-802,
ab. **92.** Les articles 794 à 802 dudit Code sont abrogés.

S.R., c.
22, a. 11,
mod. **93.** L'article 11 de la Loi de certaines procédures (Statuts refondus, 1964, chapitre 22) est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

S.R., c.
84, a. 13,
mod. **94.** L'article 13 de la Loi du régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84) est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

Id., a. 14,
mod. **95.** L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « la Régie » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

Id., a. 15,
mod. **96.** L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « de la Régie » par les mots « du Tribunal de l'expropriation ».

Id., a. 25,
mod. **97.** L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la dixième ligne les mots « la Régie » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

S.R., c.
86, a. 39,
ab. **98.** L'article 39 de la Loi d'Hydro-Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 86) est abrogé.

S.R., c.
87, a. 20,
mod. **99.** L'article 20 de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87) est modifié en retranchant le paragraphe b.

S.R., c.,
92, a. 56,
mod. **100.** L'article 56 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92) est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du troisième alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

ter 69 of the statutes of 1926, section 6 of chapter 55 of the statutes of 1946 and section 4 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956, is again amended by striking out the second paragraph.

92. Articles 794 to 802 of the Municipal Code are repealed.

M.C. aa.
794-802,
repealed.

93. Section 11 of the Special Procedure Act (Revised Statutes, 1964, chapter 22) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the sixth line of the first paragraph by the words "Expropriation Tribunal".

R.S., c.
22, s. 11,
am.

94. Section 13 of the Watercourses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 84) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line of subsection 2 by the words "Expropriation Tribunal".

R.S., c.
84, s. 13,
am.

95. Section 14 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the third line by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 14,
am.

96. Section 15 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the fourth line by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 15,
am.

97. Section 25 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the tenth line by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 25,
am.

98. Section 39 of the Hydro-Québec Act (Revised Statutes, 1964, chapter 86) is repealed.

R.S., c.
86, s. 39,
repealed.

99. Section 20 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) is amended by striking out paragraph b.

R.S., c.
87, s. 20,
am.

100. Section 56 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the sixth and seventh lines of the third paragraph by the words "Expropriation Tribunal".

R.S., c.
92, s. 56,
am.

S.R., c.
95, a. 1,
mod.

101. L'article 1 de la Loi de la protection des arbres (Statuts refondus, 1964, chapitre 95) est modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes du premier alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du ministre des terres et forêts ».

101. Section 1 of the Tree Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 95) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the eleventh line of the first paragraph by the words "Minister of Lands and Forests".

R.S., c.
95, s. 1,
am.

S.R., c.
96, a. 44,
mod.

102. L'article 44 de la Loi des compagnies de flottage (Statuts refondus, 1964, chapitre 96) est modifié en remplaçant, dans les seizième et dix-septième lignes, les mots « sentence de la Régie des services publics » par les mots « décision du ministre des terres et forêts ».

102. Section 44 of the Timber-Driv- ing Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 96) is amended by replacing the words "an award of the Public Service Board" in the twelfth and thirteenth lines by the words "a decision of the Minister of Lands and Forests".

R.S., c.
96, s. 44,
am.

S.R., c.
133, a. 24,
mod.

103. L'article 24 de la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1964, chapitre 133) est modifié en retranchant les six dernières lignes.

103. Section 24 of the Roads Act (Revised Statutes, 1964, chapter 133) is amended by striking out everything after the word "procedure" in the fifth line.

R.S., c.
133, s. 24,
am.

Id., a. 25,
ab.

104. L'article 25 de ladite loi est abrogé.

104. Section 25 of the said act is repealed.

Id., s. 25,
repealed.

Id., a. 37,
mod.

105. L'article 37 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes du premier alinéa, les mots « tout membre de la Régie des services publics » par les mots « le ministre des terres et forêts ».

105. Section 37 of the said act is amended by replacing the words "any member of the Public Service Board" in the tenth and eleventh lines of the first paragraph by the words "the Minister of Lands and Forests".

Id., s. 37,
am.

Id., a. 39,
mod.

106. L'article 39 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

106. Section 39 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the second paragraph by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 39,
am.

Id., a. 51,
mod.

107. L'article 51 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

107. Section 51 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the fourth line by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 51,
am.

Id., a. 52,
mod.

108. L'article 52 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le Tribunal de l'expropriation ».

108. Section 52 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the first paragraph by the words "Expropriation Tribunal".

Id., s. 52,
am.

Id., a. 53,
mod.

109. L'article 53 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation »;

109. Section 53 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the ninth line of the first paragraph by the words "Expropriation Tribunal";

Id., s. 53,
am.

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « La Régie » par les mots « Le Tribunal ».

(b) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Tribunal".

S.R., c. 133, a. 79, remp. **110.** L'article 79 de ladite loi est remplacé par le suivant:

110. Section 79 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 133, s. 79, replaced.

Expropriation par corporation municipale. **« 79.** La corporation municipale qui a juridiction sur le chemin dont l'élargissement ou la modification du tracé est requis, a le pouvoir d'acquérir par expropriation les terrains que le ministre de la voirie ordonne d'acquérir; en ce cas, les restrictions apportées aux pouvoirs d'expropriation d'une corporation de comté ou de campagne, par l'article 789 du Code municipal, ne s'appliquent pas. »

« 79. The municipal corporation having jurisdiction over the road requiring widening or alteration of course has power to acquire by expropriation land the Minister of Roads orders acquired; in such case, the restrictions to the expropriation powers of county or rural corporations, enacted by article 789 of the Municipal Code, do not apply." Expropriation by municipality.

S.R., c. 133, a. 82, mod. **111.** L'article 82 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « doit fixer la date à laquelle commenceront les procédures en expropriation ».

111. Section 82 of the said act is amended by replacing the last four lines of the second paragraph by the following: "date at which expropriation proceedings shall begin". R.S., c. 133, s. 82, am.

Id., a. 92, ab. **112.** L'article 92 de ladite loi est abrogé.

112. Section 92 of the said act is repealed. Id., s. 92, repealed.

Id., a. 96, mod. **113.** L'article 96 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes, les mots « à la Régie des services publics » par les mots « au Tribunal de l'expropriation ».

113. Section 96 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the eleventh line by the words "Expropriation Tribunal". Id., s. 96, am.

Id., a. 97, mod. **114.** L'article 97 de ladite loi est modifié:

114. Section 97 of the said act is amended: Id., s. 97, am.

a) en insérant, dans la première ligne du paragraphe a, après le mot « par », ce qui suit: « la faute d' »;

(a) by inserting in the first line of paragraph a, after the word "by", the following: "the fault of";

b) en retranchant, dans la cinquième ligne du paragraphe b, les mots « ou le changement de niveau ».

(b) by striking out the words "or the level" in the fourth line of paragraph b.

Id., a. 104, ab. **115.** L'article 104 de ladite loi est abrogé.

115. Section 104 of the said act is repealed. Id., s. 104, repealed.

S.R., c. 134, a. 20, ab. **116.** L'article 20 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1964, chapitre 134) est abrogé.

116. Section 20 of the Autoroutes Act (Revised Statutes, 1964, chapter 134) is repealed. R.S., c. 134, s. 20, repealed.

S.R., c. 193, a. 608, ab. **117.** L'article 608 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), modifié par l'article 7 du chapitre 55 des lois de 1971, est abrogé.

117. Section 608 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), amended by section 7 of chapter 55 of the statutes of 1971, is repealed. R.S., c. 193, s. 608, repealed.

S.R., c. 193, a. 609, ab. **118.** L'article 609 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 290, a. 95, mod. **119.** L'article 95 de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290) est modifié en remplaçant, dans les dix-septième et dix-huitième lignes, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du Tribunal de l'expropriation ».

Id., aa. 119-129, ab. **120.** Les articles 119 à 129 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 306, aa. 18, 19 ab. **121.** Les articles 18 et 19 de la Loi des terrains des congrégations religieuses (Statuts refondus, 1964, chapitre 306) sont abrogés.

S.R., c. 322, a. 3, mod. **122.** L'article 3 de la Loi des constituts ou du régime de tenure (Statuts refondus, 1964, chapitre 322) est modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

Id., a. 7, mod. **123.** L'article 7 de la ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots « à la Régie des services publics » par les mots « à la Cour supérieure ».

Id., a. 8, mod. **124.** L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « à la Régie » par les mots « à la Cour supérieure ».

Id., a. 9, mod. **125.** L'article 9 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les sixième et septième lignes du premier alinéa par ce qui suit: « protonotaire de la Cour supérieure »;

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, les mots « au secrétaire de la Régie » par les mots « au protonotaire de la Cour supérieure »;

c) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

Avis. « Le protonotaire donne aux parties en cause, par lettre recommandée, un avis d'au moins 15 jours de l'heure, du jour et du lieu où la Cour supérieure siégera pour les entendre. »

118. Section 609 of the said act is repealed. R.S., c. 193, s. 609, repealed.

119. Section 95 of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the seventeenth line by the words "Expropriation Tribunal". R.S., c. 290, s. 95, am.

120. Sections 119 to 129 of the said act are repealed. Id., ss. 119-129, repealed.

121. Sections 18 and 19 of the Religious Congregations Lands Act (Revised Statutes, 1964, chapter 306) are repealed. R.S., c. 306, ss. 18, 19, repealed.

122. Section 3 of the Constitution or Tenure System Act (Revised Statutes, 1964, chapter 322) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the eleventh line by the words "Superior Court". R.S., c. 322, s. 3, am.

123. Section 7 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the seventh line by the words "Superior Court". Id., s. 7, am.

124. Section 8 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the second line by the words "Superior Court". Id., s. 8, am.

125. Section 9 of the said act is amended: Id., s. 9, am.

(a) by replacing the sixth and seventh lines of the first paragraph by the following: "to the prothonotary of the Superior Court";

(b) by replacing the words "secretary of the Board" in the third line of the third paragraph by the words "prothonotary of the Superior Court";

(c) by replacing the fourth paragraph by the following:

"The prothonotary shall give at least fifteen days' notice to the parties in the case, of the day, hour and place where the Superior Court will sit to hear them." Notice.

S.R., c.
322, a. 10,
mod.

126. L'article 10 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots « la Régie » par les mots « la Cour ».

Id., a. 11,
mod.

127. L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour ».

Id., a. 12,
mod.

128. L'article 12 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

c) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « de la Cour ».

Id., a. 13,
mod.

129. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure »;

b) en remplaçant, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

Id., a. 14,
mod.

130. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

Id., a. 17,
mod.

131. L'article 17 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « La Régie des services publics » par les mots « La Cour supérieure ».

1959/60,
c. 102, a.
552, mod.

132. L'article 552 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102) est modifié:

a) en remplaçant dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa les mots

126. Section 10 of the said act is amended: R.S., c.
322, s. 10,
am.

(a) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Court";

(b) by replacing the word "Board" in the second line of the third paragraph by the word "Court".

127. Section 11 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the first line by the word "Court". Id., s. 11,
am.

128. Section 12 of the said act is amended: Id., s. 12,
am.

(a) by replacing the word "Board's" in the fourth line of the first paragraph by the word "Court's";

(b) by replacing the word "Board" in the fifth line of the third paragraph by the word "Court";

(c) by replacing the words "Public Service Board" in the seventh line of the third paragraph by the word "Court".

129. Section 13 of the said act is amended: Id., s. 13,
am.

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the second line of the first paragraph by the words "Superior Court";

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the last line of the first paragraph by the words "Superior Court".

130. Section 14 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line by the words "Superior Court". Id., s. 14,
am.

131. Section 17 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line by the words "Superior Court". Id., s. 17,
am.

132. Article 552 of the Charter of the city of Montreal (1959/1960, chapter 102) is amended: 1959/60,
c. 102, a.
552, am.

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the sixth line of the

« Régie des services publics » par les mots « Commission municipale du Québec »;

b) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission municipale du Québec ».

second paragraph by the words "Québec Municipal Commission";

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the third paragraph by the words "Québec Municipal Commission".

1959/60,
c. 102, a.
627, mod.

133. L'article 627 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la première ligne, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

133. Article 627 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line by the words "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

1959/60,
c. 102, a.
627, am.

Id., a.
966a,
mod.

134. L'article 966a de ladite loi, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 21 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant dans la troisième ligne du paragraphe l les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission des transports ».

134. Article 966a of the said act, enacted by section 79 of chapter 59 of the statutes of 1962 and amended by section 21 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the second and third lines of paragraph l by the words "Transportation Commission".

Id., a.
966a, am.

Id., a.
966b,
mod.

135. L'article 966b de ladite loi, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 16 du chapitre 71 des lois de 1964 et par l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe m, les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission des transports ».

135. Article 966b of the said act, enacted by section 79 of chapter 59 of the statutes of 1962, and amended by section 16 of chapter 71 of the statutes of 1964 and by section 22 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the third line of paragraph m by the words "Transportation Commission".

Id., a.
966b, am.

Id., a.
984a,
mod.

136. L'article 984a de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 76 des lois de 1972, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

136. Article 984a of the said act, enacted by section 18 of chapter 76 of the statutes of 1972, is amended by adding the following paragraph:

Id., a.
984a, am.

Effet.

« Le présent article a effet nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38). »

"This article has effect notwithstanding any inconsistent provision of the Expropriation Act (1973, chapter 38)."

Effect.

1962, c.
39, ab.

137. La Loi du bureau des expropriations de Montréal (1962, chapitre 39) est abrogée.

137. The Montreal Expropriation Bureau Act (1962, chapter 39) is repealed.

1962, c.
39,
repealed.

1965

(1^{re} sess.), (1965, 1^{re} session, chapitre 34) est modifié:

138. Section 227 of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34) is amended:

1965
(1st sess.),
c. 34, s.
227, am.

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth

mots « la Régie des services publics » par les mots « le ministre des terres et forêts »;

b) en remplaçant dans la première ligne du second alinéa, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le ministre des terres et forêts ».

lines of the first paragraph by the words "Minister of Lands and Forests";

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the second paragraph by the words "Minister of Lands and Forests".

1969, c.
83, a. 228,
mod.

139. L'article 228 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), modifié par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1970, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Effet.

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38). »

139. Section 228 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83), amended by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1970, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

1969, c.
83, s. 228,
am.

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter 38)."

Effect.

1969, c.
84, a. 287,
mod.

140. L'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 16 du chapitre 73 des lois de 1972, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Effet.

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38). »

140. Section 287 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84), amended by section 16 of chapter 73 of the statutes of 1972, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

1969, c.
84, s. 287,
am.

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter 38)."

Effect.

1969, c.
85, a. 224,
mod.

141. L'article 224 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85) est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Effet.

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38). »

141. Section 224 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85) is amended by adding, at the end, the following paragraph:

1969, c.
85, s. 224,
am.

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter 38)."

Effect.

1971, c.
48, a. 93a,
aj.

142. La Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est modifiée en insérant, après l'article 93, le suivant:

142. The Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) is amended by adding, after section 93, the following:

1971, c.
48, s. 93a,
added.

Expro-
priation
par centre
hospitalier ou
d'accueil.

« **93a.** Un centre hospitalier ou un centre d'accueil tenant au moins cinquante lits à la disposition des personnes à qui il fournit des services de santé ou des services sociaux peut acquérir, par expropriation, tout immeuble situé dans la même municipalité que le centre ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir ou parfaire son installation ou pour y organiser des services se rattachant à son fonctionnement général. »

« **93a.** A hospital centre or a reception centre having at least fifty beds available for persons to whom it provides health services and social services may acquire, by expropriation, any immovable located in the same municipality as that centre or in an adjacent municipality which it needs to enlarge or improve its facilities or to organize services relating to its general operation. »

Expro-
priation
by hospi-
tal centre
or recep-
tion
centre.

Pouvoirs
abrogés.

143. Les pouvoirs qui appartiennent à quiconque, en vertu de la loi, d'imposer des réserves pour fins publiques, sont abrogés.

143. The powers vested in any person, by law, to establish reserves for public purposes, are repealed.

Powers
repealed.

Pouvoir
d'homolo-
gation,
etc.

Ces pouvoirs comprennent, notamment, le pouvoir dit d'homologation que la loi confère à un organisme et tout pouvoir qu'elle lui confère de rendre obligatoires des plans et cartes aux fins de dénier une indemnité ou des dommages-intérêts pour des bâtiments érigés ou des améliorations exécutées contrairement à ces plans et cartes.

Such powers include, in particular, the power called homologation power which the law confers upon a body and any power conferred upon it to make plans and maps obligatory for denial of an indemnity or damages for buildings erected or improvements carried out contrary to such plans and maps.

Homolo-
gation
power,
etc., in-
cluded.

Réserves
mainte-
nues en
vigueur.

144. Les réserves pour fins publiques résultant de l'exercice de pouvoirs visés à l'article 143, dans tous les cas où les plans ou cartes les constatant ont été homologués par la Cour supérieure et déposés au bureau d'enregistrement conformément à la loi, demeurent en vigueur jusqu'à l'expiration du temps pour lequel elles avaient été imposées, lequel ne doit toutefois pas excéder les deux ans qui suivent le 26 septembre 1973; si ces réserves ne résultent pas de plans ou cartes ainsi approuvés et déposés, ils deviennent caducs à l'expiration de l'année qui suit ladite date.

144. Reserves for public purposes arising from the exercise of the powers contemplated in section 143, in all cases where the plans or maps recording them have been homologated by the Superior Court and deposited in the registry office according to law, remain in force until the expiry of the time for which they have been established, which must not however exceed two years from the 26th of September 1973; if such reserves do not arise from plans or maps so approved and deposited, they lapse at the expiry of the year following the said date.

Reserves
to remain
in force.

Réserve
d'immeu-
ble réservée
antérieu-
rement.

Un immeuble qui a fait l'objet d'une réserve maintenue en vigueur par le présent article peut faire l'objet d'une réserve imposée en vertu de la présente loi, notwithstanding l'article 77, même si deux ans ne se sont pas écoulés depuis l'expiration de la réserve ainsi maintenue en vigueur.

Any immovable subject to a reserve in force under this section may be subject to a reserve established under this act, notwithstanding section 77, even if two years have not passed since the expiry of the reserve so in force.

Immove-
able may
be subject
to reserve.

Effets
juridi-
ques.

145. Toute réserve pour fins publiques qui est maintenue par l'effet de l'article 144 a, notwithstanding toute loi, les mêmes effets juridiques qu'une réserve imposée en vertu de la présente loi.

145. Every reserve for public purposes maintained by the effect of section 144 has, notwithstanding any act, the same juridical effect as a reserve established under this act.

Judicial
effect of
reserve.

Renvois
au C.p.c.

146. Tout renvoi aux dispositions du Code de procédure civile remplacées par la présente loi ou aux dispositions de toute loi abrogées par la présente loi est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi.

146. Every reference to a provision of the Code of Civil Procedure replaced by this act or to a provision of any act repealed by this act is a reference to the corresponding provisions of this act.

Refer-
ences to
C.C.P.

Interpré-
tation.

147. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, les expressions « Régie des services publics », « Régie de l'électricité et du gaz », « Régie des transports »

147. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expressions "Public Service Board", "Electricity and Gas Board", "Transportation Board" and "Montreal Expropriation

Interpre-
tation.

et « Bureau des expropriations de Montréal », lorsqu'elles se rapportent à des matières d'expropriation, désignent le tribunal et en toute autre matière, l'organisme qui est le plus approprié dans les circonstances et qui est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de tout intéressé.

Bureau", when they refer to expropriation matters, mean the tribunal and in any other matter the most appropriate body in the circumstances, as designated by the Lieutenant-Governor in Council at the request of any interested party.

148. Les expropriations commencées en vertu des dispositions législatives remplacées ou abrogées par la présente loi sont continuées devant la Cour supérieure ou, suivant le cas, devant le tribunal, conformément aux dispositions de la présente loi pour autant qu'elles leur sont applicables.

148. Expropriations begun under the legislation replaced or repealed by this act are continued before the Superior Court or, as the case may be, the tribunal, in accordance with this act to the extent that it is applicable to them.

Recours au tribunal. L'exproprié peut, à l'égard de toute telle expropriation, s'adresser au tribunal conformément à l'article 793 du Code de procédure civile comme si cet article n'avait pas été remplacé.

The expropriated party may, with respect to any such expropriation, apply to the tribunal under article 793 of the Code of Civil Procedure as if such article had not been replaced.

Affaires pendantes déferées au tribunal. Les affaires pendantes devant la Régie des services publics à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi en matière d'expropriation ainsi que les affaires pendantes devant le Bureau des expropriations de Montréal au moment de l'entrée en vigueur de l'article 137 sont déferées au tribunal pour décision, même si l'enquête était terminée à cette date sans que les dépositions des témoins aient été prises en sténographie; s'il n'y a pas de membres du tribunal ayant entendu la cause à titre de membres de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal en nombre suffisant pour former quorum, le tribunal peut s'adjoindre à cette fin un nombre suffisant d'anciens membres de ladite Régie ou dudit Bureau ayant entendu la cause.

Matters pending before the Public Service Board on the date of the coming into force of this act in expropriation matters and matters pending before the Montreal Expropriation Bureau when section 137 comes into force are referred to the tribunal for decision, even if the inquiry was terminated on such date without the depositions of witnesses having been taken by stenography; if no members of the tribunal heard the case as members of the Public Service Board or Montreal Expropriation Bureau in sufficient number to constitute a quorum, the tribunal may add for that purpose a sufficient number of former members of the said Board or Bureau who heard the case.

Rémunération des anciens membres. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine la rémunération qui doit être payée aux anciens membres de ladite Régie ou dudit Bureau que le tribunal s'adjoind.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine the remuneration to be paid to former members of the said Board or Bureau added by the tribunal.

149. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toutes les sommes mises à la disposition de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal pour les fins de l'application des lois relatives à l'expropriation soient mises à la disposition du

149. The Lieutenant-Governor in Council may order that all amounts placed at the disposal of the Public Service Board or the Montreal Expropriation Bureau for the purposes of the application of the laws relating to expropriation be placed at the disposal of the tribunal to be applied

tribunal pour être employées aux fins de la présente loi. for the purposes of this act.

Paie-
ment
des
dépen-
ses.

150. Les dépenses encourues aux fins du tribunal sont payées, pour les exercices financiers 1973/1974 et 1974/1975, à même le fonds consolidé du revenu.

150. The expenses incurred for the purposes of the tribunal shall be paid, for the 1973/1974 and 1974/1975 fiscal years, out of the consolidated revenue fund. Payment of expenses.

Membres
transférés
au tribu-
nal.

151. Les membres de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil deviennent, sans autre formalité, des membres du tribunal avec le titre que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

151. The members of the Public Service Board or the Montreal Expropriation Bureau designated by the Lieutenant-Governor in Council shall become, without other formality, members of the tribunal with the title determined by the Lieutenant-Governor in Council. Members to become members of tribunal.

Applica-
tion du
titre I.
Applica-
tion des
titres II
et III.

152. Le ministre de la justice est chargé de l'application du titre premier de la présente loi.

152. The Minister of Justice is entrusted with the application of Title I of this act. Application of Title I.

Le ministre des transports est chargé de l'application des titres deuxième et troisième de la présente loi.

The Minister of Transport is entrusted with the application of Titles II and III of this act. Id., for Titles II and III.

Entrée en
vigueur.

153. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

153. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date which may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*) Coming into force.

(*) La présente loi est entrée en vigueur le 26 septembre 1973 à l'exclusion des titres II (articles 34 à 67) et III (articles 68 à 87) et des articles 88, 92, 98, 99, 103, 104, 110 à 112, 114 à 117, 121, 136, 137, 139 à 145 et 147 (Gazette officielle du Québec, 1973, page 5493).

Les articles 45, 46, 47 et 67 de cette loi sont entrés en vigueur le 26 septembre 1973 (Gazette officielle du Québec, 1973, page 5497).

Les articles 137 et 147 de cette loi sont entrés en vigueur le 26 septembre 1973 (Gazette officielle du Québec, 1973, page 5625).

(*) This act came into force on September 26 1973 except titles II (sections 34 to 67) and III (sections 68 to 87) and sections 88, 92, 98, 99, 103, 104, 110 to 112, 114 to 117, 121, 136, 137, 139 to 145 and 147 (Québec Official Gazette, 1973, page 5493).

Sections 45, 46, 47 and 67 of this act came into force on September 26 1973 (Québec Official Gazette, 1973, page 5497).

Sections 137 and 147 of this act came into force on September 26 1973 (Québec Official Gazette, 1973, page 5625).